



TRIBUNE

Association « Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures »

Titre :

**Nos territoires et les Sous-préfectures constituent les postes avancés de notre souveraineté dans la guerre de l'information**

*Publiée dans Le Figaro, février 2024*

Cela fait quelques années que certains de nos dirigeants prennent conscience que nous sommes dans un Etat de guerre économique permanente, avec nos partenaires politiques ou nos adversaires diplomatiques, mais une autre guerre, moins visible mais tout aussi violente, fait rage : **la guerre de l'information**<sup>1</sup>.

Cette guerre recouvre plusieurs aspects, de la diffusion de fausses informations aux attaques cyber, en passant par la manipulation de l'information à l'attention du grand public. Elle est l'arme privilégiée des pays qui contrôlent leur information *à contrario* de ceux où la parole est libre (dans nos démocraties), permettant de dresser les citoyens les uns contre les autres. Car quand la parole est libre, elle peut être d'autant plus facilement manipulée.

Les déclarations du directeur général de la sécurité intérieure (DGSI), du 2 février 2023<sup>2</sup> étayent l'intérêt des ingérences étrangères pour nos territoires : *“Certains pays que nous avons cités s'intéressent beaucoup à l'échelon territorial, ces élus étant décisionnaires du point de vue économique et financier et pouvant engager une part de la souveraineté, ils constituent en effet des cibles.”*

Si Paris et le Gouvernement ne s'occupent pas de la Province, des villes Sous-préfectures, des territoires, ce sont la Russie, la Chine... qui vont s'en charger. Ce fossé croissant entre Paris et le reste de la France engendre un fort ressentiment, avec un réel sentiment d'abandon.

---

<sup>1</sup> Cf. le dernier ouvrage du chercheur David Colon aux éditions Tallandier, publié à la fin de l'année 2023.

<sup>2</sup>[https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/04/27/le-personnel-politique-francais-cible-de-choix-de-s-espions-russes-selon-la-dgsi\\_6171168\\_3224.html?lmd\\_medium=al&lmd\\_campaign=envoye-par-appl&lmd\\_creation=android&lmd\\_source=default](https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/04/27/le-personnel-politique-francais-cible-de-choix-de-s-espions-russes-selon-la-dgsi_6171168_3224.html?lmd_medium=al&lmd_campaign=envoye-par-appl&lmd_creation=android&lmd_source=default)

La situation de plus en plus problématique objectivement sur le coût de la vie, du logement, de l'énergie, du transport, les normes incalculables qui empêchent les maires d'avancer. Les normes coûteraient 4 300€ pour chaque français par an, selon *l'Institut Economique Molinari*. Elles frappent d'autant plus les bassins de vie Sous-préfectures.

Il s'agit d'un terreau très fertile pour amplifier le divorce et la défiance, comme ce qui a été fait aux Etats-Unis. Notre enjeu pour 2027 : empêcher l'émergence d'un mouvement populiste similaire à MAGA (*Make America Great Again*) qui surfe sur ces problèmes et sera soutenu par des opérations d'influence étrangères pour créer une rupture définitive entre les citoyens et leurs élus.

Surtout, dans notre société de plus en plus fragmentée, où le pouvoir est en perte d'influence réelle, perdu entre une nécessité de communication demandée par les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continue qui s'éloigne du ressenti quotidien des français (inflation, paupérisation de la France, soucis d'accès aux services publics) et des décisions parfois incomprises ou mal expliquées (Gilets jaunes, manifestation des agriculteurs, manque de consultation des acteurs locaux : les maires, PME et TPE, ETI (entreprises de taille intermédiaire)...), les possibilités de nous dresser les uns contre les autres sont nombreuses.

Rappelons que Facebook compte plus de 3 milliards d'abonnés dans le monde. YouTube en compte 2,5 milliards, etc. WhatsApp, TikTok jouent un rôle déterminant, beaucoup plus considérables que les grands médias nationaux, régionaux, voire mondiaux.

**Les villes Sous-préfectures, cœur battant de la France, terminaisons nerveuses de la République, méritent d'être considérées.** Elles souffrent de se sentir reléguées, non considérées, par un gouvernement et un format politique qui s'intéressent très peu aux territoires. Ce sentiment d'abandon des territoires nourrit les rancœurs et la colère, et est un terreau fertile pour les populismes ; nous le voyons bien, mais aussi pour les acteurs étrangers qui voudront (et s'emploieront) à nous déstabiliser. Nous avons eu droit à quelques coups de semonce en cette année des Jeux Olympiques d'été à Paris (les punaises de lit, notamment !), mais cela pourrait aller bien plus loin.

Les rumeurs et manipulations sont d'autant plus efficaces dans les territoires qui se sentent abandonnés de la République, que la communication politique refusant d'assumer les problèmes, reconnaître les erreurs, ne permet pas *in fine* de dresser les bons diagnostics pour trouver des solutions adaptées. Cela ne fait qu'engendrer de la défiance envers nos dirigeants. La crise Covid l'a largement montré, où les atermoiements ont été autant d'occasion de pousser des théories complotistes sur l'origine de la maladie ou l'efficacité des vaccins, encore une fois soutenues par des avatars étrangers.

Le contexte de guerre de l'information en fait aujourd'hui un risque maximal pour notre démocratie.

C'est à force de se sentir trompés et abandonnés par les élites aux Etats-Unis, tout en se faisant manipulés sur les réseaux sociaux par des acteurs variés, mais tous ennemis de la démocratie, qu'une partie importante de l'Amérique rurale et des classes sociales défavorisées ont définitivement basculé dans le complotisme. Le même chemin nous attend, mais ce n'est pas inévitable. A condition de l'anticiper et de le travailler.

Il y a beaucoup à faire pour agir dans cette guerre de l'information, mais la première étape, trop souvent oubliée, reste **d'accorder de la considération à nos concitoyens** : moins nous serons divisés, plus il sera difficile de nous montrer les uns contre les autres. Prenons en considération les villes moyennes et Sous-Préfectures. De la Bretagne à la Région Sud, de l'Occitanie à la Bourgogne-Franche-Comté, de Nouméa à la Guyane, la France existe. Elle respire ; elle vit. Elles méritent d'être représentées et incarnées, considérées et valorisées, pour rester d'autant plus fortes face aux agressions extérieures.

Comment ? **Parler vrai et voir vrai entre Paris et les élus du territoire : reconnaître les problèmes, mettre des mots dessus**, travailler avec les élus locaux afin de trouver rapidement des solutions ensemble.

Le peuple français sait se rassembler, nous l'avons encore perçu récemment avec l'hommage à M. Robert Badinter ; il convient de le faire - dès maintenant - afin de bâtir l'avenir !

*Signature :*

*Association « Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures »*

Ce texte est co-signé par :

**Guillaume SYLVESTRE**, Chercheur associé, expert en analyse des manipulations de l'information, Université d'Angers, Trésorier de l'Association « *Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures* » ;

**Bernard LIPERINI**, Maire de Castellane (Alpes-de-Haute-Provence, 04) ;

**Patrick JUDALET**, Maire de La Châtre (Indre, 36) ;

**Chantal-Marie MALUS**, Maire de Château-Chinon (Nièvre, 58) ;

**Christophe RIVENQ**, 1er adjoint au Maire d'Alès & Président d'Alès agglo ;

**Marc ANGENAULT**, maire de LOCHES (Indre-et-Loire, 37) ;

**François DIETSCH**, Maire de Val de Briey (Meurthe-et-Moselle, 54) ;

**Pierre DURAND**, Maire de Limoux (Aude, 11) ;

**Antoine SCHWOERER**, ancien conseiller ministériel et Secrétaire adjoint de

l'Association « *Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures* » ;  
**Fabien VERDIER**, maire de Châteaudun (Eure-et-Loir, 28), Président du Grand  
Châteaudun et président de l'Association « *Mouvement pour le développement des  
villes Sous-préfectures* ».

Lien vers la tribune en ligne :  
<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/querre-de-l-information-si-paris-ne-s-occupe-pas-de-la-province-la-russie-et-la-chine-s-en-chargeront-a-sa-place-20240221>

Site Internet (nos propositions, idées, orientations, etc.) :  
<https://villessousprefectures.fr/>

Par courriel : [developperlessousprefectures@gmail.com](mailto:developperlessousprefectures@gmail.com)

Pour nous rejoindre et adhérer à l'association :  
Lien direct : <https://urlz.fr/l4vn>

 <p><b>Bulletin d'adhésion au Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures</b> À retourner au siège de l'association : Fabien Verdier 9, rue de Varize 28200 Châteaudun</p> <p>Pour la commune et/ou Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI)</p> <p><b>MONTANT DE LA COTISATION</b> Le montant de la cotisation est fixé à 0,09 euros par habitant par an.</p> <p><b>INFORMATIONS</b> Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures (et/ou ville de centralité) Les 235 villes de demain 9, rue de Varize 28200 Châteaudun</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content;"><p>Date : Signature :</p></div>	<p>COMMUNE et/ou EPCI et/ou ville de centralité : .....</p> <p>ADRESSE POSTALE : .....</p> <p>CODE POSTAL : .....</p> <p>TÉL. : .....</p> <p>ADRESSE MAIL : .....</p> <p>NOMBRE D'HABITANTS : .....</p> <p>NOM ET PRÉNOM DU MAIRE : .....</p> <p>ADRESSE MAIL : .....</p> <p>TÉL. PORTABLE : .....</p> <p><small>*Il y a 235 villes Sous-préfectures en France. @ : <a href="mailto:developperlessousprefectures@gmail.com">developperlessousprefectures@gmail.com</a></small></p>
--	--